



PROVINCE DE HAINAUT – VILLE DE TOURNAI
EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAL

SEANCE PUBLIQUE DU 28 JANVIER 2019

PRESENTS : M. P-O. DELANNOIS, bourgmestre.
Mme C. LADAVID, première échevine.
Mme L. DEDONDER, MM. V. BRAECKELAERE, P. ROBERT, Mme C. MITRI, M. J-F.
LETULLE, Mme S. LIETAR, échevins.
Mme L. LIENARD, présidente du Centre public d'action sociale (C.P.A.S.).
M. J-M. VANDENBERGHE, Mme M-C. MARGHEM, MM. R. DELVIGNE, J-L. VIEREN, B.
MAT, D. SMETTE, R. DEMOTTE, A. BOITE, E. VANDECAVEYE, ~~B. LAVALLEE~~, Mme. L.
BARBAIX, MM. X. DECALUWE, L. COUSAERT, ~~S. LECONTE~~, B. BROTCORNE, V.
LUCAS, J-M VANDECAUTER, ~~G. SANDERS~~, L. AGACHE, G. DINOIR, B. DOCHY, Mmes
L. BRULE, B. DEI CAS, E. NEIRYNCK, L. PETIT, M. G. VANZEVEREN, Mme V. LOLLLOT,
M. V. DELRUE, Mmes D. MARTIN, A. BRATUN - Conseillers communaux
M. P-V. SENELLE - Directeur général faisant fonction.

S05C/20190128-13

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural, abrogeant le décret du 6 juin 1991;

Considérant que le programme communal de développement rural de la Ville est arrivé à échéance le 15 octobre 2018, au terme de 10 années d'éligibilité;

Considérant qu'au terme de ces dix années de validité du programme, la commune peut soumettre un nouveau programme communal de développement rural à l'approbation du gouvernement, suivant la même procédure que l'élaboration initiale;

Considérant que le nouveau programme devra reprendre une évaluation de l'opération de développement rural précédente;

Considérant qu'une opération de développement rural est un processus participatif, mené par une commune, au service du milieu rural;

Considérant que par ce processus, les mandataires, la population, les associations, les acteurs économiques, sociaux, culturels et environnementaux élaborent et mettent en oeuvre une stratégie pour leur territoire;

Considérant que cette stratégie se base sur un diagnostic partagé et s'inscrit dans une démarche de développement durable au sens du décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable;

Considérant que ce document de programmation stratégique doit être élaboré en cohérence avec les autres outils stratégiques communaux;

Considérant que l'ensemble du processus d'élaboration d'un programme communal de développement rural (P.C.D.R.) aboutit à un ensemble coordonné d'actions et de projets de développement global et intégré, dans le respect des caractères propres de la commune avec pour but l'amélioration des conditions de vie des habitants aux points de vue économique, social, environnemental et culturel;

Considérant que l'opération concerne l'ensemble du territoire;

Considérant que, par son engagement en développement rural, la Ville s'inscrit dans le développement durable tel que défini par le décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable, à savoir l'efficience, la résilience et la suffisance;

Considérant que la Ville doit intégrer dans sa démarche :

- la préservation des générations futures
- l'intégration harmonieuse des enjeux économiques, sociaux, culturels, environnementaux, énergétiques et de mobilité
- la participation la plus large des acteurs
- la mise en cohérence des politiques sectorielles dans un projet de territoire et une meilleure articulation entre les acteurs de terrain actifs en matière de développement rural
- la solidarité avec les autres territoires
- l'évaluation permanente;

Considérant que les subventions allouées par le gouvernement wallon portent, dans la limite des crédits budgétaires, pour les programmes approuvés par le gouvernement wallon, sur des investissements corporels et incorporels pour :

- la promotion, la création et le soutien de l'emploi ou d'activités économiques dont les ateliers ruraux
- l'amélioration et la création de services et d'équipement à l'usage de la population
- la rénovation, la création et la promotion de l'habitat
- l'aménagement et la création d'espaces publics, de maisons de village et d'autres lieux d'accueil, d'information, de rencontre, de maisons rurales et de maisons multi-services
- la protection, l'amélioration et la mise en valeur du cadre de vie en ce compris le patrimoine bâti et naturel
- l'aménagement et la création de voiries et de moyens de transport et communication d'intérêt communal
- la réalisation d'opérations foncières
- l'aménagement et la rénovation d'infrastructures et équipements visant le développement touristique, l'énergie ou la cohésion sociale;

Considérant qu'un projet réalisé par au moins deux communes en association disposant d'un programme communal de développement rural en cours de validité peut faire l'objet d'une subvention pour autant qu'il respecte la stratégie de développement définie dans les programmes des communes concernées;

Considérant que toute commune menant une opération de développement rural doit assurer la participation de toute la population, par le biais:

- de séances d'information et de consultation assurées par au minimum une réunion dans chaque village, ainsi qu'une réunion commune proposée à l'ensemble des associations ayant leur siège ou étant active dans la commune
- de séances de concertation et de coproduction par le biais de groupes de travail de la commission locale de développement rural préalablement constituée;

Considérant le contenu du Programme communal de développement rural organisé en six parties, à savoir :

1° une analyse des caractéristiques de la commune

2° les résultats de la participation de la population

3° la rédaction d'un diagnostic partagé résultant de la confrontation des 1° et 2° et l'élaboration d'une vision synthétique du développement rural souhaité à un horizon de dix ans

4° la stratégie de développement énoncée sous forme d'objectifs spécifiques à la commune

5° les projets visant à atteindre les objectifs

6° un tableau récapitulatif détaillant les différents projets, la planification temporelle, les intervenants financiers et les objectifs poursuivis;

Considérant que, sur base des propositions de la commission locale de développement rural, la commune donne des instructions à un auteur de projet pour qu'il rédige et lui présente un avant-projet de programme communal de développement rural;

Considérant que dans les quinze jours de son adoption par la commune, le projet de programme communal de développement rural est transmis à la commission régionale et au gouvernement;

Considérant que la commission régionale dispose de deux mois pour remettre son avis au gouvernement (délai suspendu pendant les mois de juillet et d'août);

Considérant que, passé ce délai, l'avis est réputé favorable;

Considérant que le gouvernement approuve ou rejette le projet de programme communal de développement rural dans un délai de trois mois à partir de la date de transmission de l'avis de la commission régionale ou de la date de l'échéance du délai prévu au point précédent;

Considérant que l'arrêté qui rejette tout ou partie du Programme communal de développement rural est motivé;

Considérant que, sur avis de la commission régionale et sur décision du gouvernement, le Programme communal de développement rural est approuvé pour un maximum de dix ans;

Considérant que les modalités d'octroi des subventions en vue de la réalisation de différents projets inscrits dans un Programme communal de développement rural sont fixées entre la région et la commune et sont régies par voie de convention;

Considérant que les modalités et le contenu de la convention sont arrêtés par le gouvernement wallon;

Considérant que le taux de subvention des projets est fixé au maximum à 80% de l'assiette définie aux articles 17, 18 et 19 du décret précité;

Considérant toutefois que par dérogation, les projets visés à l'article 3, §4 peuvent bénéficier d'une subvention dont le taux peut atteindre maximum 90 pourcents de l'assiette définie aux articles 17, 18 et 19;

Considérant que lorsque la commune perçoit d'autres subventions que celles qu'elle perçoit au titre du développement rural (pour un même investissement), le taux de ce dernier est adapté de manière à ce que le taux de subvention global ne dépasse pas le taux maximal autorisé;

Considérant que les travaux acceptés dans le cadre d'un plan d'investissement communal, au sens du décret du 6 février 2014 modifiant les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatives aux subventions à certains investissements d'intérêt public et établissant un fonds régional pour les investissements communaux, ne peuvent pas faire l'objet d'une intervention complémentaire au titre du développement rural;

Considérant qu'en cas d'acquisition, l'assiette de la subvention est composée du prix d'achat et des frais accessoires tels que les frais légaux d'acquisition et la TVA;

Considérant que le prix d'achat des immeubles est plafonné au moins élevé des trois montants suivants :

1° l'estimation du comité d'acquisition d'immeubles, du receveur de l'enregistrement, d'un notaire, d'un expert géomètre immobilier inscrit au tableau du conseil fédéral des géomètres-experts ou d'un architecte inscrit à l'ordre des architectes

2° le prix approuvé par la commune

3° l'indemnité définitive d'expropriation, le cas échéant;

Considérant que le prix d'achat des meubles est plafonné au plus intéressant des prix, tel qu'il résulte de la procédure d'appel d'offres prévue par les dispositions applicables en matière de marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant que sont seuls pris en considération les frais accessoires relatifs aux montants plafonnés, conformément aux paragraphes précédents;

Considérant qu'en cas de réalisation de travaux, l'assiette de la subvention est composée du coût réel et des frais accessoires, tels que les honoraires, la TVA, les frais d'expropriation, d'emprise, de bornage, d'essais et de sondages;

Considérant qu'en cas d'investissement incorporel, l'assiette de la subvention est composée du coût réel de la prestation, préalablement approuvé par le gouvernement selon des modalités qu'il détermine;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 16/01/2019 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de s'engager dans l'élaboration d'un nouveau Programme communal de développement rural suivant les dispositions du décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural et d'organiser, le cas échéant :

- la participation de toute la population, par le biais :

- de séances d'information et de consultation assurées par au minimum une réunion dans chaque village, ainsi que d'une réunion commune proposée à l'ensemble des associations ayant leur siège ou étant actives dans la commune;
- de séances de concertation et de coproduction par le biais de groupes de travail de la Commission locale de développement rural préalablement constituée;

- la rédaction par le biais d'un auteur de projet qui devra être désigné, d'un avant-projet de Programme communal de développement rural comportant au minimum :

1. une évaluation de l'opération de développement rural précédente
2. une analyse des caractéristiques de la commune
3. les résultats de la participation de la population
4. la rédaction d'un diagnostic partagé résultant de la confrontation des 1° et 2° et l'élaboration d'une vision synthétique du développement rural souhaité à un horizon de dix ans
5. la stratégie de développement énoncée sous forme d'objectifs spécifiques à la commune
6. les projets visant à atteindre les objectifs
7. un tableau récapitulatif détaillant les différents projets, la planification temporelle, les intervenants financiers et les objectifs poursuivis qui sera présenté à la commission régionale.

Ainsi fait en séance les jour, mois et an que dessus.

Par le Conseil communal,
Le Directeur général faisant fonction,

Paul-Valéry SENELLE

Le Bourgmestre,

Paul-Olivier DELANNOIS